

**SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CONSEIL DES DIRIGEANTS
PRINCIPAUX DE L'INFORMATION DU SECTEUR PUBLIC (CDPISP) ET DU CONSEIL DE LA PRESTATION DES
SERVICES DU SECTEUR PUBLIC (CPSSP)
RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS
DE
FÉVRIER 2017**

Sous-comité de la protection des renseignements personnels — aperçu

Le sous-comité de la protection des renseignements personnels des CDPISP et du CPSSP a été mis sur pied dans les années 90. À l'origine un sous-comité du Conseil des DPI du secteur public, pendant ses dernières années, il a relevé conjointement du Conseil des DPI du secteur public et du CPSSP.

La liste des membres comprend idéalement des représentants de tous les ordres de gouvernement, y compris les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et les administrations municipales. Les membres du sous-comité proviennent généralement d'organes gouvernementaux qui fournissent un accès central et des services en matière de protection des renseignements personnels (conseils, politiques, soutien législatif, etc.) au gouvernement, y compris plusieurs ministères fédéraux principaux.

12

Le mandat, décrit dans le mandat, comprend trois volets :

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU

SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DE LA CDPISP ET DE LA CPSSP

- Fournir un forum national pour échanger des renseignements liés à l'accès aux renseignements, aux recherches sur la liberté d'information et la protection des renseignements personnels, aux pratiques exemplaires, à la formation, aux produits de TI ainsi qu'aux autres ressources en soutien aux programmes et aux objectifs du secteur public.
- Appuyer la mission du CDPISP visant à « offrir un meilleur service au public canadien en assurant une collaboration dans l'ensemble des gouvernements et en faisant preuve de leadership dans la gestion des renseignements et des technologies ».
- Appuyer le mandat du CPSSP visant à « échanger des renseignements, développer des partenariats et faciliter des solutions potentielles que l'on peut utiliser afin d'améliorer la prestation des services du secteur public » en jouant un rôle de leadership et de coordination dans les questions liées à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels.

Réunions, téléconférences et autres communications

Le mandat du sous-comité précise qu'au moins une réunion officielle sera tenue chaque année. Dans la mesure du possible, ces réunions seront tenues en concomitance avec des conférences sur l'accès et la protection des renseignements personnels ou d'autres événements semblables organisés un peu partout au pays.

Le groupe a tenu une réunion très productive à Toronto en octobre 2016. Cette réunion a attiré beaucoup de monde, notamment des représentants de presque toutes les compétences, en personne et par téléconférence. Voici certains des sujets abordés : les mégadonnées et la protection des renseignements personnels, les lois en matière d'accès et la révision connexe, et les programmes de protection des renseignements personnels et de vérification de la conformité. Le commissaire actuel à l'information et à la protection de la vie privée, l'ancien commissaire et des représentants du gouvernement de l'Ontario et de la ville de Toronto ont présenté des exposés en personne. Le groupe a décidé de tenir la prochaine réunion dans le centre du Canada (Ottawa); le gouvernement fédéral sera l'hôte de cet événement qui aura lieu probablement au cours de l'été ou de l'automne de 2017.

Toutefois, l'un des défis associés à la pleine participation aux réunions est le coût des déplacements. Un certain nombre de participants participaient aux réunions par téléphone, mais il y a un véritable avantage à participer en personne, dont de meilleures possibilités de réseautage.

Le sous-comité complète la réunion en personne avec des téléconférences régulières. Les groupes de travail, les groupes de projet et d'autres

sous-groupes du sous-comité tiendront des conférences téléphoniques au besoin pour la conduite de leurs affaires.

De plus, les membres utilisent régulièrement des courriels pour poser des questions aux autres membres, pour apprendre de l'expérience des autres et pour échanger des renseignements sur les activités menées au sein de leurs compétences.

Au cours des six derniers mois, nous avons tenu un dialogue actif continu sur des enjeux tels que le protocole en cas d'atteinte à la vie privée et l'établissement de rapports, le gouvernement ouvert, les modèles de services partagés, la législation, les structures de frais et les demandes courantes d'accès à l'information.

Plan de travail — mis à jour jusqu'en janvier 2017

À la réunion de Halifax, en 2015, le groupe a conçu un nouveau plan de travail qui devait être achevé dans une période de six mois à un an. Les travaux progressent, mais ne sont pas terminés. Le plan porte sur les domaines suivants :

1. Déterminer les mesures communes (p. ex. frais, établissement de rapports sur l'atteinte à la vie privée, demandes d'accès et divulgations électroniques) et élaborer un calendrier d'établissement de rapports. Après avoir élaboré un ensemble de

mesures uniformes, ces renseignements sont facilement accessibles pour toutes les compétences afin de les aider en ce qui a trait à l'accès et à la planification de la protection des renseignements personnels.

- a. Mise à jour sur l'état — le groupe a déterminé un certain nombre de mesures communes relatives à la protection des renseignements personnels à l'accès entre les compétences. Certaines de ces mesures comprennent un pourcentage à l'heure pour les demandes d'accès, le nombre de demandes d'accès, le nombre d'atteintes à la vie privée déclarées et le coût pour achever une demande d'accès. Le groupe travaillera à la compilation de ces statistiques au cours des six prochains mois. Certaines statistiques, comme le nombre de demandes reçues par habitant, le nombre de jours de traitement pour chaque compétence et les types de réponses aux demandes d'accès, ont maintenant été compilées.
2. Élaborer une bibliothèque de documents partagés. Cela pourrait prendre la forme d'un portail SharePoint ou d'un site semblable auquel tous les membres du sous-comité auraient accès. Les membres consacrent actuellement beaucoup de temps à solliciter le groupe pour des enjeux semblables ou des doublons parce qu'il n'y a aucune bibliothèque de documents partagés. Cela est essentiel une fois que des mesures communes ont été déterminées (tel qu'il est indiqué ci-dessus) afin de simplifier l'échange de renseignements.
 - a. Mise à jour sur l'état — le groupe a déterminé une option permettant d'accroître la portée de la bibliothèque de documents SharePoint de la Colombie-Britannique au groupe. Les membres créeront un compte BcelD générique avec un certain nom d'utilisateur et mot de passe, et le site sera administré par le président. Nous prévoyons que cela améliorera grandement la capacité du groupe à échanger rapidement des renseignements et à mieux administrer le contrôle des versions. La mise sur pied d'un site SharePoint accessible à tous les membres du groupe a posé certaines difficultés administratives, mais il est probable qu'une solution sera en place au printemps.

3. Examiner le mandat du sous-comité. Puisque l'on discutera du rôle du sous-comité à la réunion des conseils mixtes du 17 septembre 2015, nous proposons de mettre à jour le mandat après cette discussion. Une proposition a également été formulée à la réunion d'Halifax afin de changer le nom du groupe à « sous-comité de l'accès et de la protection des renseignements personnels », étant donné qu'au moins 50 % des discussions sont centrées sur les enjeux liés à l'accès.
 - a. Mise à jour sur l'état — ce point est terminé. Le groupe a mis à jour en collaboration le mandat à l'automne 2015. Le groupe sollicitera l'approbation des conseils mixtes à une date ultérieure en attendant le résultat des travaux du groupe de travail sur le cadre.
4. Harmoniser plus étroitement le travail du sous-comité avec les initiatives du conseil mixte. Le point à l'ordre du jour de la réunion des conseils mixtes de septembre est abordé en temps opportun, puisque l'on a longuement discuté de la façon d'harmoniser notre travail avec celui du conseil à la réunion d'Halifax. Sandra Cascadden (Nouvelle-Écosse) a parlé au sous-comité et a abordé la relation entre notre groupe et les DPI respectifs de chaque province.
 - a. Mise à jour sur l'état — le président participe au groupe de travail sur le cadre des conseils mixtes. En retour, le groupe aura l'occasion de recentrer son attention et de s'harmoniser à la vision et à l'appel à l'action des conseils mixtes. Ce groupe travaillera en suivant les principes présentés par le groupe de travail sur le cadre afin d'examiner le travail du sous-comité au cours des six prochains mois. Nous attendons actuellement plus de renseignements sur cette question à partir des groupes de travail et avons activement participé à des discussions avec Systemscope.
5. Déterminer le calendrier des réunions en personnes pouvant concorder avec le calendrier de la plupart des membres et tirer profit de la relation avec les conseils mixtes.

- a. Le point sur la situation — une réunion a eu lieu à Toronto en octobre 2016.

Mandat de surveillance, échange de renseignements, réunions en personne

Puisque le sous-comité de la protection des renseignements personnels joue également un rôle de conseiller et de communauté d'experts, il consacre beaucoup de temps à s'informer de toute nouvelle disposition législative, politique, atteinte à la vie privée et question, telle que l'émergence d'initiatives de gouvernement ouvert et leurs répercussions sur le gouvernement. Il fait également part de pratiques exemplaires dans le domaine du renouvellement communautaire, en plus de la sensibilisation, de la formation et des communications.

Prochaine réunion

La prochaine réunion en personne aura lieu à Ottawa pendant l'été ou l'automne de 2017. Les téléconférences mensuelles continuent d'avoir lieu le deuxième mardi de chaque mois.

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU

SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DE LA CDPISP ET DE LA CPSSP

PROJET OU ACTIVITÉ	PRODUIT LIVRABLE	DATE PRÉVUE	PRIORITÉ	COÛTS
Déterminer les mesures communes (p. ex. frais, établissement de rapports sur l'atteinte à la vie privée, demandes d'accès et divulgations électroniques) et élaborer un calendrier d'établissement de rapports.	Travailler en groupe à l'élaboration de mesures d'établissement de rapports communes dans l'ensemble des compétences. Échanger des renseignements et des mises à jour régulièrement.	Automne 2016 et se poursuit	Élevée	Néant
Élaborer une bibliothèque de documents partagés.	Travailler au sein du groupe à la détermination de la meilleure façon de stocker et d'échanger les renseignements souvent utilisés.	Printemps 2017	Élevée	Néant
Harmoniser plus étroitement le travail du sous-comité avec les initiatives du conseil mixte.	Examiner et surveiller le plan de travail afin de s'assurer que le groupe contribue aux objectifs des conseils mixtes.	Printemps 2017	Moyenne	Néant
Fournir un mandat de surveillance.	Surveiller les enjeux et les activités afin de préparer les comptes rendus des compétences, au besoin, ou d'élaborer une stratégie commune. Par exemple : Gouvernement ouvert Développement communautaire Décisions du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et des tribunaux.	Se poursuit	Moyenne	Néant

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU

SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DE LA CDPISP ET DE LA CPSSP

ii) Possibilités à venir — à plus long terme, non actif à l'heure actuelle

PROJET OU ACTIVITÉ	PRODUIT LIVRABLE	CIBLE	PRIORITÉ	Coûts
Divulgence proactive	Songer à formuler des conseils pour les compétences adoptant des mesures favorisant la divulgation proactive des documents.	TBD		TBD
Enquêtes sur la protection des renseignements personnels	Songer à élaborer un module de formulation pour mener des enquêtes sur la protection des renseignements personnels.	TBD		TBD
Cadre de gestion de la protection des renseignements personnels	Songer à élaborer un modèle d'éléments normalisés liés au cadre de gestion de la protection des renseignements personnels pour le secteur public.	TBD		TBD
Informatique dématérialisée	Songer à en discuter avec le Sous-comité national du DPI sur la protection de l'information (SCNDPI).	TBD		TBD
Prestation de services intégrés	Étudier les enjeux et les solutions en matière de protection des renseignements personnels liés à l'amélioration de la prestation de services intégrés partout au Canada.	TBD		TBD
Outil Web de conformité d'auto-évaluation de la protection des renseignements personnels 1) Pour les gouvernements 2) Pour les entrepreneurs du secteur privé	Permettre aux gestionnaires du secteur public d'évaluer les propositions et les systèmes de manière automatisée. S'adapter à la conformité du secteur privé relativement à la protection des renseignements personnels. Élaborer un outil maître générique avec des extensions.	TBD		TBD
Songer à utiliser des outils de formation en ligne fondés sur l'outil pancanadien d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP).	Fournir une formation uniforme sur l'utilisation de l'outil pancanadien d'ÉFVP.	TBD		TBD

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU

SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DE LA CDPISP ET DE LA CPSSP

iii) Terminé

PROJET OU ACTIVITÉ	PRODUIT LIVRABLE	PROJETS TERMINÉS	PRIORITÉ	COÛTS
Examiner le mandat du sous-comité.	Examiner et mettre à jour le mandat du sous-comité.	Automne 2015 — terminé	Moyenne	Néant
Lignes directrices sur la protection des renseignements personnels sur les médias sociaux	Établir un groupe de travail afin d'étudier les outils en place en Colombie-Britannique et dans les autres compétences. Apporter des modifications et formuler des recommandations pour les autres, le cas échéant.	Terminé en 2013	Élevée	Néant
Renouvellement du plan de travail	Élaborer un nouveau plan de travail pour les projets à priorité élevée soulignés à la réunion de juin 2014. D'autres discussions auront lieu à la réunion de mai 2015.	Printemps 2015	Élevée	Néant
Compétences de base pour les fonctions d'accès et de protection des renseignements personnels	L'Ontario a élaboré des compétences de base afin de répondre aux besoins du sous-comité. L'objectif était d'élaborer un modèle pouvant être utilisé par les autres compétences.	Terminé en 2013	Élevée	Néant
Élaborer des lignes directrices sur l'accord de partage de renseignements (APR) entre gouvernements au moyen d'un flux de données transnational qui serviront de modèle pour toutes les compétences.	En 2006, le CDPISP a approuvé les lignes directrices sur les pratiques exemplaires relatives à l'APR entre gouvernements (au sein du Canada). Le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) a étendu la portée de ces lignes directrices à l'application des flux de données internationaux et transnationaux. Le document final a été approuvé et publié sur le site Web du SCT en septembre 2010.	Terminé en septembre 2010	Moyenne	Néant

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU

SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DE LA CDPISP ET DE LA CPSSP

Participer aux activités du Comité directeur de la gestion de l'identité Groupe de travail sur les questions juridiques et les enjeux liés à la protection des renseignements personnels et à la sécurité	Fournir des conseils sur la protection des renseignements personnels et un examen à titre de membre du groupe de travail. Élaborer une ÉFVP de haut niveau pour le modèle d'assurance.	Terminé au printemps 2009	Moyenne	Néant
Évaluation des répercussions sur la protection des renseignements personnels de haut niveau du modèle d'assurance du comité directeur de la gestion de l'identité.	L'évaluation des répercussions sur la protection des renseignements personnels de haut niveau du modèle d'assurance du comité directeur de la gestion de l'identité fait appel au guide sur les pratiques exemplaires pancanadiennes liées à l'ÉFVP approuvé par les conseils mixtes en septembre 2008.	Terminé en mai 2009 Le sous-comité de la protection des renseignements personnels a fourni des membres et des conseils au groupe de travail.	Moyenne	Néant
Réunion conjointe avec le SCNDPI	Le sous-comité de la protection des renseignements personnels et le SCNDPI tiendront une réunion conjointe au printemps 2009.	Réunion conjointe couronnée de succès tenue à St. John's le 20 mai 2009.	Élevée	Néant
Guide sur la vérification de la protection des renseignements personnels	Lignes directrices sur la réalisation des évaluations de la protection des renseignements personnels, y compris : le mandat, les objectifs de mobilisation, la méthodologie et les modèles d'établissement de rapports, entre autres.	Rapport final approuvé par les conseils mixtes en février 2009. Les membres du sous-comité de la protection des renseignements personnels Les échangeront et les utiliseront au sein des compétences, au besoin.	Élevée	50 k\$
Créer un nouveau modèle pancanadien d'ÉFVP.	Élaborer un nouveau modèle d'ÉFVP échelonnable avec des documents d'orientation.	Guide de l'ÉFVP approuvé par les conseils mixtes en septembre 2008. Le guide de l'ÉFVP est actuellement utilisé ou adapté dans plusieurs compétences.	Élevée	Néant

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU

SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DE LA CDPISP ET DE LA CPSSP

Élaborer et adopter un guide sur le protocole en cas d'atteinte à la vie privée.	L'Ontario a élaboré des lignes directrices et en a fait part à tous les membres du sous-comité aux fins d'adaptation et de référence dans les autres compétences.	Printemps 2007		Néant
Élaborer un cours en ligne afin d'offrir une formation sur l'accès et la protection des renseignements personnels dans le secteur public.	La Saskatchewan a élaboré un cours de formation en ligne sur l'accès et la protection des renseignements personnels. Plusieurs compétences ont adapté le cours en vue de l'utiliser au sein de leur propre compétence.	Printemps 2007		Néant
Adopter les pratiques exemplaires liées à l'accord de partage de renseignements entre gouvernements.	Document d'orientation final approuvé par le CDPISP. Lancé sur le site Web de l'Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction Les compétences y font référence et l'utilisent afin d'élaborer et de modifier leurs propres lignes directrices.	Automne 2006 Novembre 2006		Néant
Déterminer les options de pratique exemplaire pour la formation sur l'accès et la protection des renseignements personnels.	Séance d'une demi-journée tenue à la réunion de l'automne 2007 du sous-comité consacrée aux présentations et aux discussions sur les matériaux de formation dans toutes les compétences.	Octobre 2007		